

# **AICO FRANCE**

SAS au capital de 50 000 €

Siège social : 3 chemin du Jubin, 69570 DARDILLY

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

**A l'associée unique de la société AICO FRANCE,**

## **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AICO FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **FONDEMENT DE L'OPINION**

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ADB Boutiques ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux Comptes :

CAP OFFICE



Le 13/06/2022

Rémi CHARNAY


**Bilan**

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
<b>ACTIF</b>				
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	55 666	48 514	7 152	15 681
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	7 875	6 920	955	1 928
Immob. en cours / Avances & acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	792		792	792
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>64 333</b>	<b>55 434</b>	<b>8 899</b>	<b>18 400</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	33 774	8 301	25 473	46 352
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	1 791 440	3 540	1 787 900	1 246 916
Fournisseurs débiteurs				8 313
Personnel	1 000		1 000	
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	99 829		99 829	82 858
Autres créances	606 957		606 957	320 351
<b>Divers</b>				
Avances et acomptes versés sur commande	300		300	
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	572 734		572 734	566 764
Charges constatées d'avance	11 551		11 551	11 678
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 117 585</b>	<b>11 841</b>	<b>3 105 744</b>	<b>2 283 233</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 181 918</b>	<b>67 275</b>	<b>3 114 643</b>	<b>2 301 633</b>


**Bilan**

	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
<b>PASSIF</b>		
Capital social ou individuel	50 000	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	5 000	5 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	117 090	42 750
Report à nouveau		-379
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>125 155</b>	<b>74 718</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>297 245</b>	<b>172 090</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	400 000	400 000
<i>Découverts et concours bancaires</i>	2 174	1 891
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits</b>	<b>402 174</b>	<b>401 891</b>
Emprunts et dettes financières diverses		
Emprunts et dettes financières diverses - Associés		240 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	32 665	14 970
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	480 558	406 575
<i>Personnel</i>	34 868	23 682
<i>Organismes sociaux</i>	37 351	46 813
<i>Etat, Impôts sur les bénéfiques</i>	18 061	13 768
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	128 232	65 265
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	3 175	4 543
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>221 687</b>	<b>154 070</b>
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 680 314	912 037
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 817 398</b>	<b>2 129 543</b>
Ecarts de conversion - Passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>3 114 643</b>	<b>2 301 633</b>

## Compte de résultat

	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	Variation relative (montant)	Var. rel. (%)
<b>PRODUITS</b>				
Ventes de marchandises	8 372 073	6 084 829	2 287 244	37,59
Production vendue	231 970	185 175	46 795	25,27
Autres produits	52 544	84 033	-31 489	-37,47
<b>Total</b>	<b>8 656 587</b>	<b>6 354 037</b>	<b>2 302 550</b>	<b>36,24</b>
<b>CONSOMMATION M/SES &amp; MAT</b>				
Achats de marchandises	7 353 544	5 074 637	2 278 907	44,91
Variation de stock (m/ses)	47 272	12 510	34 762	277,87
Achats de m.p & aut.approv.	221	354	-133	-37,49
Autres achats & charges externes	825 250	860 445	-35 195	-4,09
<b>Total</b>	<b>8 226 286</b>	<b>5 947 945</b>	<b>2 278 341</b>	<b>38,30</b>
<b>MARGE SUR M/SES &amp; MAT</b>	<b>430 301</b>	<b>406 092</b>	<b>24 209</b>	<b>5,96</b>
<b>CHARGES</b>				
Impôts, taxes et vers. assim.	8 270	11 790	-3 520	-29,86
Salaires et Traitements	159 159	147 176	11 983	8,14
Charges sociales	54 664	54 619	45	0,08
Amortissements et provisions	21 342	50 842	-29 500	-58,02
Autres charges	13 723	25 771	-12 048	-46,75
<b>Total</b>	<b>257 158</b>	<b>290 198</b>	<b>-33 040</b>	<b>-11,39</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>173 143</b>	<b>115 895</b>	<b>57 249</b>	<b>49,40</b>
Charges financières	8 991	7 564	1 427	18,87
<b>Résultat financier</b>	<b>-8 991</b>	<b>-7 564</b>	<b>-1 427</b>	<b>18,87</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>164 152</b>	<b>108 330</b>	<b>55 822</b>	<b>51,53</b>
Produits exceptionnels	6 768		6 768	
Charges exceptionnelles	8	4 348	-4 340	-99,82
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>6 760</b>	<b>-4 348</b>	<b>11 108</b>	<b>-255,49</b>
Impôts sur les bénéfices	45 757	29 264	16 493	56,36
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>125 155</b>	<b>74 718</b>	<b>50 436</b>	<b>67,50</b>

## Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SASU AICO FRANCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 3 114 643 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 125 155 euro.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11/01/2022 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-09 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif à des corrections mineures.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Les montants sont exprimés en euro.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : 3 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



## Règles et méthodes comptables

### Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

Impacts de la crise sanitaire liée au COVID-19 :

La crise sanitaire liée à la propagation du virus Covid-19 s'est poursuivie au cours de l'année 2021 avec des mesures gouvernementales adaptées en fonction de l'évolution de l'épidémie. Dans ce contexte, la société a peu fait appel aux dispositifs de soutien et d'aides aux entreprises mis en place pour le gouvernement.

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Etant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, la société est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir. La société s'est organisée très rapidement face à la crise et ne déplore pas de conséquence sur son activité à ce jour.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	55 666			55 666
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>55 666</b>			<b>55 666</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 875			7 875
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 875</b>			<b>7 875</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	792			792
<b>Immobilisations financières</b>	<b>792</b>			<b>792</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>64 333</b>			<b>64 333</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	39 985	8 528		48 514
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>39 985</b>	<b>8 528</b>		<b>48 514</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 947	973		6 920
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5 947</b>	<b>973</b>		<b>6 920</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>45 933</b>	<b>9 501</b>		<b>55 434</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 511 569 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	792		792
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 791 440	1 791 440	
Autres	707 786	707 786	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	11 551	11 551	
<b>Total</b>	<b>2 511 569</b>	<b>2 510 777</b>	<b>792</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

### Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	34 694	8 301	34 694	8 301
Créances et Valeurs mobilières	13 814	3 540	13 813	3 540
<b>Total</b>	<b>48 508</b>	<b>11 841</b>	<b>48 507</b>	<b>11 841</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation		11 841	48 507	
Financières				
Exceptionnelles				

## Notes sur le bilan

### Capitaux propres

#### Composition du capital social

Capital social d'un montant de 50 000,00 euro décomposé en 50 000 titres d'une valeur nominale de 1,00 euro.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	50 000	1,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	50 000	1,00

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 784 734 euro et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	2 174	2 174		
- à plus de 1 an à l'origine	400 000		400 000	
Emprunts et dettes financières divers (*)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	480 558	480 558		
Dettes fiscales et sociales	221 687	221 687		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 680 314	1 680 314		
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>2 784 734</b>	<b>2 384 734</b>	<b>400 000</b>	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice :				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

## Notes sur le bilan

### Charges à payer

	<b>Montant</b>
Fournisseurs - Fact. Non Parvenues	178 202
Banque - Intérêts Courus Payer	2 174
Dettes Provis. Pr Congés à Payer	4 868
Prime à Payer	30 000
Charges Sociales S/Congés à Payer	1 725
Charges Sociales Sur Primes à Payer	15 000
Etat - autres charges à payer	1 147
Clients - Rrr à Accorder	431 651
<b>Total</b>	<b>664 767</b>

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	<b>Charges d'exploitation</b>	<b>Charges Financières</b>	<b>Charges Exceptionnelles</b>
Charges Constatées D Avance	11 551		
<b>Total</b>	<b>11 551</b>		

 **Autres informations****Evènements postérieurs à la clôture****Guerre en Ukraine**

Notre société oeuvre principalement sur le marché national et n'entretient pas de lien direct avec des acteurs basés en Ukraine. Elle est peu exposée par le conflit opposant les deux pays depuis le 24 février 2022.

Cet évènement étant survenu en 2022, il n'a pas d'incidence sur l'évaluation des actifs et passifs pour les comptes clos le 31 décembre 2021.

Cependant, la société AICO estime que les mesures restrictives décidées par le Conseil de l'Union européenne eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine, auront probablement un impact global sur l'économie mondiale, et donc potentiellement un impact indirect sur l'activité de la société AICO.



English translations on the following pages.

# **AICO FRANCE**

A Simplified Joint Stock Company with capital of €50,000  
Head office: 3 chemin du Jubin, 69570 DARDILLY

## **AUDITOR'S REPORT ON THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

For the financial year ending 31st December 2021

# **AUDITOR'S REPORT ON THE ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

For the financial year ending 31st December 2021

To the sole shareholder of **AICO FRANCE**,

## **OPINION**

In accordance with the mission entrusted to us by your General Meeting, we have conducted an audit of the annual financial statements of AICO FRANCE for the financial year ending 31st December 2021, as annexed hereto.

We hereby certify that the annual financial statements are, in light of accounting rules and principles applicable in France, regular and sincere and provide a faithful image of the result of transactions undertaken during the past financial year as well as the financial and asset situation of the company at the FY end.

## **Basis of our opinion**

Standards of auditing

We carried out our audit as per professional standards applicable in France. We believe that all information collected are sufficient and appropriate on which to base our opinion.

Our responsibilities by virtue of these standards are indicated under the section entitled "Responsibilities of the Auditor when auditing the annual financial statements" under this report.

Independence

We conducted our auditing mission in respect of the rules of independence for which provision is made under the Commercial Code and Code of Ethics in the auditing profession, over the period between 1st January 2021 and the date of issue of our report.

## **Justification of our appreciations**

---

The global Covid-19 pandemic created some unique circumstances for preparation and auditing of the annual financial statements for this financial year. Indeed, the crisis coupled with the exceptional measures taken in the framework of the state of emergency have had many consequences for companies, particularly in terms of their commercial activities and financing, as well as an increased level of uncertainty as to their future outlook. Some of these measures, such as travel restrictions and working from home, also led to effects on internal organisation within companies as well as the manner in which audits were conducted.

It is in this complex and fluid context that, in accordance with the provisions set forth under articles L. 823-9 and R. 823-7 of the Commercial Code concerning the justification of our appreciations, we inform you that the most significant appreciations we have undertaken, in our professional opinion, concerned the appropriate nature of the accounting principles applied, the reasonable nature of significant estimates used and the overall presentation of the annual financial statements.

The appreciations made fall within the framework of the audit of annual financial statements as a whole and expression of our opinion above. We do not express an opinion on elements forming these annual financial statements individually.

## **Specific verifications**

---

We also undertook, in accordance with professional standards in force in France, specific verifications for which provision is made by legislative and regulatory texts.

We have no observation to make regarding the sincerity and compliance with the annual financial statements of information indicated in documents concerning the financial situation and annual financial statements as sent to the sole shareholder.

## **Responsibilities of management and people comprising corporate governance regarding the annual financial statements**

---

It is incumbent upon management to draw up annual financial statements which present a faithful image in accordance with French accounting rules and principles as well as implementing internal controls deemed necessary for drawing up annual financial statements free of any significant anomalies, whether resulting from fraud or error.

During establishment of annual financial statements, it is incumbent upon management to evaluate the ability of the company to continue trading, to present in these accounts, where appropriate, all necessary information for continued trading and to apply the accounting convention of continued trading, unless it is planned to wind up ADB Boutiques or cease trading.

The annual financial statements have been approved by the Chairman.

## **RESPONSIBILITIES OF THE AUDITOR CONCERNING THE AUDIT OF ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS**

---

It is incumbent upon us to draw up a report on the annual financial statements. Our objective is to gain all reasonable assurances that the annual financial statements, taken as a whole, do not include any significant anomalies. Reasonable assurance corresponds to a high level of assurance, without however

guaranteeing that an audit conducted in accordance with professional standards automatically allows significant anomalies to be detected. Anomalies may result from fraud or errors and are considered to be significant when it can be reasonably believed that they may, when taken individually or together, influence financial decisions that users of the financial statements take when using these as a basis.

As indicated under article L. 823-10-1 of the Commercial Code, our certification mission of the annual financial statements does not consist of guaranteeing the viability or quality of your company's management.

As part of an audit conducted in line with professional standards in force in France, the auditor exercises his or her professional judgement throughout the audit.

Moreover:

- he identifies and evaluates the risks that the annual financial statements include any significant anomalies, whether these result from fraud or error, defines and implements auditing procedures to confront these risks, and collects all information deemed sufficient and appropriate on which to base his opinion. The risk of failure to detect a significant anomaly resulting from fraud is higher than that of a significant anomaly resulting from an error, as fraud may imply collusion, forgery, voluntary omissions, incorrect declarations or misuse of internal controls;
- he reads the pertinent internal controls for the audit so as to define appropriate auditing procedures under the circumstances, and not with a view to expression an opinion on the effectiveness of internal controls;
- he appreciates the appropriate nature of accounting methods used and the reasonable nature of accounting estimates undertaken by management, as well as all information concerning these as provided in the annual financial statements;
- he appreciates the appropriate nature of application by management of the accounting principle of business continuity and, in line with information collected, the existence or otherwise of any significant uncertainty related to any events or circumstances likely to call into question the ability of the company to continue trading. This appreciation is based on information collected up until the date of drafting his report, with it being reminded that any subsequent circumstances or events could still cast doubt on business continuity. If he should find that there is any significant uncertainty, he draws the attention of those persons reading his report to information provided in the annual financial statements concerning this lack of certainty or, if this information is not provided or irrelevant, he issues certification with reserves or refuses to issue certification;
- he appreciates the overall presentation of the annual financial statements and whether they reflect the underlying transactions and events so as to provide a faithful image.

The Auditor:

CAP OFFICE

On 13/06/2022

Rémi CHARNAY

# ANNUAL ACCOUNTS 2021

Period from 01/01/2021 to 31/12/2021

## SASU AICO FRANCE

ANNUAL ACCOUNTS  
FROM 01/01/2021 TO 31/12/2021

---

Chartered accountant   social   consultancy   chartered accountant   audit

---

Head Office: Le Thelemos 12 et 15 quai du commerce C.P. 50203 69336 Lyon Cedex 09

Tel. 04 78 43 45 55 Website <http://www.orial.fr>

Member of the JPA international network

SAS (Simplified Joint Stock Company) with capital of €3,762,911 - 444 674 816 00012 RCS Lyon

Member of Orial Group registered with the Order of Chartered Accountants in the regions of: Auvergne Rhône-Alpes, Paris Ile de France, Marseille Provence Alpes Côte d'Azur and the Regional Order of Chartered Accountants in Lyon-Riom

 **Contents**

<b>1. Annual accounts</b>	<b>1</b>
Report presenting the annual accounts	2
Balance sheet	3
Profit & loss account	5
Annex	
<i>Accounting rules and methods</i>	6
<i>Significant events</i>	8
<i>Notes on the balance sheet</i>	9
<i>Other information</i>	14
<b>2. Tax documents</b>	<b>15</b>

## ***Annual accounts***



 **Report presenting the annual accounts****REPORT BY THE CHARTERED ACCOUNTANT**

In the framework of the mission to present the annual accounts for SASU AICO FRANCE for the financial year from 01/01/2021 to 31/12/2021 and pursuant to our agreements in place, we have undertaken all due and proper diligence for which provision is made by standards for presentation of accounts as defined by the Order of Chartered Accountants.

The annual accounts are annexed to this report; they notably show the following data:

	<b>Total amounts in euros</b>
<b>Balance sheet</b>	<b>3,114,643.22</b>
<b>total Turnover</b>	<b>8,604,043.36</b>
<b>Net book result (Profits)</b>	<b>125,154.95</b>

*Done at LYON*

*For ORIAL SAS*

**Mathieu MERLE**  
*Chartered Accountant*


**Bala**

	Gro ss	Amortisation Depreciation	Net as at 31/12/21	Net as at 31/12/20
<b>ASSETS</b>				
<b>CAPITAL SUBSCRIBED NOT CALLED UP</b>				
<b>Intangible fixed assets</b>				
Incorporation fees				
Research and development expenses				
Concessions, patents and similar	55,666	48,514	7,152	15,681
Commercial capital				
<b>Other intangible fixed assets Tangible fixed assets</b>				
<b>Land Construction</b>				
Technical installations, material and tools				
Other tangible fixed assets				
Current fixed Assets / Advance	7,875	6,920	955	1,928
payments & deposits <b>Financial fixed assets</b> Holdings and receivables Other				
fixed asset shares				
Loans				
Other financial assets	792		792	792
<b>TOTAL FIXED ASSETS</b>	<b>64,333</b>	<b>55,434</b>	<b>8,899</b>	<b>18,400</b>
<b>Stocks</b>				
Raw materials and other supplies				
Goods in production				
Services in production				
Intermediate products and finished products				
Goods for resale	33,774	8,301	25,473	46,352
<b>Debtors</b>				
Customer accounts and related accounts	1,791,440	3,540	1,787,900	1,246,916
Accounts receivable				8,313
Staff	1,000		1,000	
State, Corporation tax				
State, turnover tax	99,829		99,829	82,858
Other debtors	606,957		606,957	320,351
<b>Miscellaneous</b>				
Advance payments and deposits on orders	300		300	
Stocks and shares				
Cash	572,734		572,734	566,764
Prepayments	11,551		11,551	11,678
<b>TOTAL CURRENT ASSETS</b>	<b>3,117,585</b>	<b>11,841</b>	<b>3,105,744</b>	<b>2,283,233</b>
Costs to be broken down over several financial years Bond repayment premiums				
Goodwill - Assets				
<b>ADJUSTMENT ACCOUNTS</b>				
<b>TOTAL ASSET VALUE</b>	<b>3,181,918</b>	<b>67,275</b>	<b>3,114,643</b>	<b>2,301,633</b>


**Bala**

	Net as at 31/12/21	Net as at 31/12/20
<b>LIABILITIES</b>		
<b>Company capital or individual capital</b>	<b>50,000</b>	<b>50,000</b>
Issue, merger, contribution premiums		
Reevaluation surplus		
Legal reserves	<b>5,000</b>	<b>5,000</b>
Statutory reserves		
Regulated reserves		
Other reserves	<b>117,090</b>	<b>42,750</b>
Profit or loss brought forward		-379
<b>Net result of the FY</b>	<b>125,155</b>	<b>74,718</b>
Governments grants		
Statutory provisions		
<b>TOTAL SHAREHOLDER'S EQUITY</b>	<b>297,245</b>	<b>172,090</b>
<b>Income from the issue of shares</b>		
Conditional state advances		
<b>TOTAL OF OTHER EQUITY</b>		
Provisions for risks		
Provisions for charges		
<b>PROVISIONS FOR RISKS AND CHARGES</b>		
Convertible debenture loans		
Other debenture loans		
<i>Loans</i>	400,000	400,000
<i>Overdraft facility and bank loans</i>	2,174	1,891
<b>Loans and debts with credit establishments</b>	<b>402,174</b>	<b>401,891</b>
Borrowings and miscellaneous financial debts		
<b>Miscellaneous loans and debits - Shareholders</b>		<b>240,000</b>
Advances and deposits paid for orders in progress	<b>32,665</b>	<b>14,970</b>
Trade creditors and related accounts	<b>480,558</b>	<b>406,575</b>
<i>Staff</i>	34,868	23,682
<i>Social security bodies</i>	37,351	46,813
<i>State, Corporation tax</i>	18,061	13,768
<i>State, turnover tax</i>	128,232	65,265
<i>State, secured bonds</i>		
<i>Other tax and social security liabilities</i>	3,175	4,543
Tax and social security creditors	<b>221,687</b>	<b>154,070</b>
Amounts owed for fixed assets and related accounts		
Other liabilities	<b>1,680,314</b>	<b>912,037</b>
Deferred income		
<b>TOTAL DEBTS</b>	<b>2,817,398</b>	<b>2,129,543</b>
<b>Goodwill - Liabilities</b>		
<b>TOTAL LIABILITIES</b>	<b>3,114,643</b>	<b>2,301,633</b>


**Profit and loss account**

	from 01/01/21 to 31/12/21 12 months	from 01/01/20 to 31/12/20 12 months	Relative variation (total)	Rel. Var · (%)
<b>INCOME</b>				
Sales of goods	8,372,073	6,084,829	2,287,244	37.59
Production sold	231,970	185,175	46,795	25.27
Other income	52,544	84,033	-31,489	-37.47
<b>Total</b>	<b>8,656,587</b>	<b>6,354,037</b>	<b>2,302,550</b>	<b>36.24</b>
<b>CONSUMPTION OF MERCHANDISE &amp; MATERIALS</b>				
Purchases of goods	7,353,544	5,074,637	2,278,907	44.91
Stock variation (merchandise)	47,272	12,510	34,762	277.87
Purchase of raw materials & misc. supplies	221	354	-133	-37.49
Other purchases & external costs	825,250	860,445	-35,195	-4.09
<b>Total</b>	<b>8,226,286</b>	<b>5,947,945</b>	<b>2,278,341</b>	<b>38.30</b>
<b>PROFIT MARGIN ON MERCHANDISE &amp; MATERIALS</b>	<b>430,301</b>	<b>406,092</b>	<b>24,209</b>	<b>5.96</b>
<b>COSTS</b>				
Taxes, duties and similar payments	8,270	11,790	-3,520	-29.86
Wages	159,159	147,176	11,983	8.14
Social security charges	54,664	54,619	45	0.08
Amortization and provisions	21,342	50,842	-29,500	-58.02
Other expenses	13,723	25,771	-12,048	-46.75
<b>Total</b>	<b>257,158</b>	<b>290,198</b>	<b>-33,040</b>	<b>-11.39</b>
<b>OPERATING PROFITS</b>	<b>173,143</b>	<b>115,895</b>	<b>57,249</b>	<b>49.40</b>
Financial expenses	8,991	7,564	1,427	18.87
Financial income	-8,991	-7,564	-1,427	18.87
<b>ROLLING PROFITS</b>	<b>164,152</b>	<b>108,330</b>	<b>55,822</b>	<b>51.53</b>
Extraordinary income	6,768		6,768	
Extraordinary expenses	8	4,348	-4,340	-99.82
<b>Net extraordinary income</b>	<b>6,760</b>	<b>-4,348</b>	<b>11,108</b>	<b>-255.49</b>
Corporate income tax	45,757	29,264	16,493	56.36
<b>PROFITS FOR THE FINANCIAL YEAR</b>	<b>125,155</b>	<b>74,718</b>	<b>50,436</b>	<b>67.50</b>

## Accounting rules and methods

Company name: SASU AICO FRANCE

Annex to the balance sheet before distribution of profits for the financial year ending 31/12/2021, of which the total amount stands at 3,114,643 euros and the profit and loss account for the financial year, presented in list format, recording profits of 125,155 euros.

The financial year lasts for 12 months, covering the period from 01/01/2021 to 31/12/2021.

The notes and tables below form an integral part of the annual accounts.

These annual accounts were approved on 11/01/2022 by Company management.

### General rules

The annual accounts for the financial year as at 31/12/2021 were drawn up in accordance with the regulations of the Authority for Accounting Standards no. 2020-09 of 4th December 2020 amending ANC regulation no. 2014-03 concerning minor adjustments.

Accounting conventions were applied with sincerity in respect of the principle of caution, pursuant to basic hypotheses:

- Business continuity,
- Continuation of accounting methods from one year to the next,
- Independence of financial years.

And pursuant to general rules and regulations for the drafting and presentation of annual accounts.

The basic method used to evaluate elements entered onto accounts is the historical cost method. Only significant information is provided. Amounts are given in euros.

### Tangible and intangible fixed assets

Tangible and intangible fixed assets are evaluated at their cost of acquisition for assets purchased at a price.

The cost of a fixed asset includes its purchase price, including customs and non-recoverable taxes, minus any rebates, commercial discounts and other deductions for payment of all directly related costs incurred for the intended use and operation of the asset. Transfer fees, costs and commission fees as well as costs incurred for drafting deeds of sale are not included in the acquisition cost. All costs which are not included as the acquisition cost for the fixed asset and which cannot be directly attached to necessary costs for the intended use and operation of the asset are entered as ancillary costs.

#### Amortizations

Amortizations for depreciation are calculated in a linear method as per the scheduled term of use.

\* Concessions, software and patents: 3 to 5 years

\* Office equipment: 5 to 10 years

\* IT: 3 years

\* Furnishings: 5 years

The amortization period used for simplification is the term of use for assets which are not broken down at the outset.

The company has considered, as at the date of closing accounts, and in light of all internal and external information at its disposal, the existence of information indicating whether assets lost significant value.

## Accounting rules and methods

### Stocks

The acquisition cost of stocks includes the purchase price, customs fees and other taxes, excluding any taxes which are recoverable at a later date by the entity with tax authorities, as well as shipping, handling and other directly related costs to the cost of raw materials, merchandise, production costs and finished products. Commercial rebates, discounts and other payment deductions and similar amounts are deducted to calculate the acquisition cost.

Stocks are evaluated using the first-in, first-out method. For practicality, and notwithstanding any significant discrepancy, the last known purchase price has been used.

Depreciation of stocks equal to the difference between the gross value calculated in line with the terms and conditions indicated above and the rate of the day or the settlement value minus proportional sales costs, is considered when this gross value is higher than the other term indicated.

### Debtors

Receivables are valued at their nominal value. Depreciation is undertaken when the inventory value is lower than the book value.

### Exceptional income and costs

Exceptional income and costs include elements which are not related to normal company business.

 **Significant events****Other significant elements**

Impact of the COVID-19 pandemic:

The crisis caused by the Covid-19 virus continued throughout 2021 with adapted governmental measures taken in response to the spread of the epidemic. In this context, the Company used company support and assistance mechanisms implemented by the government.

The Covid-19 epidemic did not have any significant impact on the asset, financial situation and profits of the company. Still ongoing at the time of drawing up annual accounts, the company is unable to evaluate the precise consequences in future years. The company quickly re-organised when confronted with the crisis and has not recorded any consequences on its business to date.

## Notes on the

## Fixed assets

## Fixed asset situation

	At the start of the year	Increase	Reduction	At the end of the year
- Incorporation and development fees				
- Commercial capital				
- Other intangible fixed assets	55,666			55,666
<b>Intangible fixed assets</b>	<b>55,666</b>			<b>55,666</b>
<b>- Lands</b>				
- Constructions on own land				
- Constructions on third-party land				
- General infrastructure, layout and construction developments				
- Technical infrastructure, material and industrial tools				
- General infrastructure, layouts and miscellaneous developments				
- Transportation equipment				
- Office and IT equipment, furniture	7,875			7,875
- Recyclable packaging and miscellaneous				
- Tangible assets in progress				
- Advances and payments				
<b>Tangible fixed assets</b>	<b>7,875</b>			<b>7,875</b>
<b>- Holdings evaluated by the equivalency method</b>				
- Other investments				
- Other financial investments				
- Loans and other financial fixed assets	792			792
<b>Financial assets</b>	<b>792</b>			<b>792</b>
<b>FIXED ASSETS</b>	<b>64,333</b>			<b>64,333</b>



## Notes on the

## Amortization of fixed assets

	At the start of the FY	Increase	Decreases	At the end of the FY
- Incorporation and development fees				
- Commercial capital				
- Other intangible fixed assets	39,985	8,528		48,514
<b>Intangible fixed assets</b>	<b>39,985</b>	<b>8,528</b>		<b>48,514</b>
<b>- Lands</b>				
- Constructions on own land				
- Constructions on third-party land				
- General infrastructure, layout and construction developments				
- Technical infrastructure, material and industrial tools				
- General infrastructure, layouts and miscellaneous developments				
- Transportation equipment				
- Office and IT equipment, furniture	5,947	973		6,920
- Recyclable packaging and miscellaneous				
<b>Tangible fixed assets</b>	<b>5,947</b>	<b>973</b>		<b>6,920</b>
<b>FIXED ASSETS</b>	<b>45,933</b>	<b>9,501</b>		<b>55,434</b>

## Notes on the

## Circulating assets

## Receivables

The total amount of receivables as at the end of the financial year stands at 2,511,569 euros and the detailed classification by maturity date is as follows:

	Gross amount	Due date Including less than one year	Due in over one year
<b>Fixed asset receivables</b> Amounts owed by group and related companies			
<b>Loans</b>			
<b>Others</b>	792		792
<b>Current asset receivables:</b>			
Client receivables and Related Accounts	1,791,440	1,791,440	
<b>Others</b>	707,786	707,786	
Capital subscribed - called up, not yet paid			
Prepayments	11,551	11,551	
<b>Total</b>	<b>2,511,569</b>	<b>2,510,777</b>	<b>792</b>
Loans granted during the FY Loans recovered during the FY			

## Depreciation of assets

Flows can be analysed as follows:

	Depreciations at start of year of the FY	Provisions for the FY	Buybacks during the FY	Depreciations at the end of the FY
Intangible fixed assets				
Tangible assets				
Long-term assets				
<b>Stocks</b>	34,694	8,301	34,694	8,301
<b>Receivables and Securities</b>	13,814	3,540	13,813	3,540
<b>Total</b>	<b>48,508</b>	<b>11,841</b>	<b>48,507</b>	<b>11,841</b>
<b>Breakdown of provisions and buybacks:</b>				
<b>Operations</b>		11,841	48,507	
<b>Exceptional Financial Elements</b>				

## Notes on the

## Share equity

## Breakdown of share equity

Share equity standing at 50,000.00 euros broken down into 50,000 shares each with a nominal value of 1.00 euros.

	Number	Nominal value
Shares comprising the capital at the start of the financial year	50,000	1.00
Shares issued during the FY		
Shares reimbursed during the FY		
Shares comprising the capital at the end of the FY	50,000	1.00

## Debts

## Debt situation

The total debts as at the end of the financial year stood at 2,784,734 euros and the detailed classification by maturity date stands as follows:

	Gross amount	Due in less than one year	Due in over one year	Due at over 5 years
Convertible debenture bonds (*)				
Other debenture bonds (*)				
Loans (*) and debts with Credit establishments o/w:				
- at a maximum of 1 year at the outset	2,174	2,174		
- at over 1 year from the outset	400,000		400,000	
Miscellaneous financial loans and debts (*)				
Supplier debts and similar accounts	480,558	480,558		
Tax and social security creditors	221,687	221,687		
Debts on fixed assets and similar accounts				
Other debts (**)	1,680,314	1,680,314		
Deferred income				
<b>Total</b>	<b>2,784,734</b>	<b>2,384,734</b>	<b>400,000</b>	
(*) Loans taken out during the FY: (*) Loans repaid during the FY: (**) O/w to the Group and shareholders				

## Notes on the

## Costs payable

	Total
Suppliers - Inv. Not yet paid	178,202
Bank - Interest Accrued Payable	2,174
Provisions on liabilities Provisions on paid leave	4,868
Bonus payable	30,000
Social security contributions over paid leave	1,725
Social security contributions over bonuses	15,000
State - other costs payable	1,147
Clients - Rrr to be granted	431,651
<b>Total</b>	<b>664,767</b>

## Accruals

## Prepayments

	Operating expenses	Financial Costs	Exceptional Costs
Prepayments	11,551		
<b>Total</b>	<b>11,551</b>		

 **Other information****Events occurring post-close**

## War in Ukraine

Our Company primarily works on the national market and does not come into direct relation with stakeholders based in Ukraine. It has little exposure to the conflict between the two countries which began on 24th February 2022.

This event occurred in 2022 and has no effects on the evaluation of assets and liabilities for accounts closed on 31st December 2021.

However, AICO believes that the restrictive measures adopted by the Council of the European Union in light of the actions compromising or threatening territorial integrity, sovereignty and independence of Ukraine, will in all likelihood have a global impact on the world economy, and therefore potentially a direct impact on AICO business activities.